

« Baromètre 2023 de l'Épargne en France et en régions »

L'épargne en Île-de-France : un îlot de stabilité qui résiste à l'inflation

Près des deux tiers (62 %) des épargnants franciliens n'envisagent pas ou peu de puiser dans leur épargne tandis que près des trois quarts (72 %) ne modifieront rien à leur placement. L'aversion au risque reste une constante (66 %).

Altaprofits, Société de conseil en gestion de patrimoine sur Internet, publie les résultats de la **5^e édition** de son « **Baromètre de l'épargne en France et en régions** », réalisé par Ifop. Il décrypte annuellement le comportement des Français en matière d'épargne avec une analyse par région. Dans un contexte économique toujours incertain et des motifs potentiels de préoccupation qui évoluent pour les Français, en Île-de-France :

L'épargne reste un îlot de stabilité qui résiste à l'inflation. Près de 9 Franciliens sur 10 possèdent au moins un produit d'épargne (86 %, en progression de 5 points vs 2022). 93 % (+ 1 point vs 2022) d'entre eux ont déclaré y avoir placé de l'argent ; concernant ces derniers, interrogés sur la meilleure façon de gérer leur épargne dans les prochains mois en cas de hausse ou de maintien de l'inflation à un niveau élevé :

Près des deux tiers (62 %) n'envisagent pas ou peu de toucher à leur épargne, pour la conserver pour des projets futurs. Tandis que 29 % prélèvent de l'argent sur leurs placements, quitte à remettre en cause certains projets, 9 % épargnent davantage pour garantir leur pouvoir d'achat dans le futur en cas de hausse continue des prix.

Près des trois quarts (72 %) indiquent qu'ils ne changeront rien à leurs placements sans risque, quitte à ce que le rendement de leur épargne baisse.

De surcroît :

L'aversion au risque continue de prédominer. 66 % des Franciliens, détenant au moins un produit d'épargne, plébiscitent toujours largement les produits d'épargne sans risque à faible rendement (+ 1 point vs 2022).

A l'inverse, plus un produit est risqué, moins il suscite de l'intérêt, malgré un rendement potentiel plus conséquent : seuls 15 % des épargnants privilégient des produits un peu risqués, avec un rendement

espéré plus important (- 3 points vs 2022) et à peine 8 % des produits risqués avec une chance d'obtenir un rendement important (- 1 point vs 2022).

Décorrélés de la notion de risque, on relève que les placements à caractère responsable passent pour la première fois la barre des 10 % avec 11 % d'épargnants franciliens séduits.

Au plan national. Les comportements d'épargne des Franciliens sont comparables à ceux relevés au niveau national, à savoir :

8 Français sur 10 possèdent au moins un produit d'épargne (84 %). Ils sont 94 % à les abonder régulièrement et ces derniers ont été 63 % à déclarer ne pas ou peu envisager de puiser dans leur épargne tandis que 76 % ne changeront rien à leurs placements sans risque si l'inflation reste à son niveau élevé ou bien progresse.

De plus, 68 % des Français, détenant au moins un produit d'épargne, sont averses au risque. 10 % d'entre eux privilégient un placement plus responsable quels que soient le risque et le rendement.

Les résultats du « Baromètre 2023 de l'épargne en France et en régions » viennent également souligner :

La grande majorité des Franciliens disposant au moins d'un produit d'épargne ont pu abonder au cours de l'année (93 %, + 1 point vs 2022). La conjoncture économique ne pèse pas sur leur fréquence de placement. Ainsi, ils sont 39 % à le faire à un rythme mensuel, comme en 2022. L'effort d'épargne une fois tous les 2 ou 3 mois (19 %) et une fois tous les 6 mois (69 %) est pour ainsi dire également inchangé (respectivement + 1 point non significatif en un an).

Au plan national. De moins en moins d'épargnants français placent de l'argent à un rythme mensuel. S'ils sont également 39 % d'épargnants nationaux à le faire en 2023, ce niveau est le plus bas depuis 3 ans (42 % en 2022, 45 % en 2021). L'effort d'épargne national semble s'être reporté sur un rythme plus espacé, à savoir une fois tous les 2 ou 3 mois, en hausse de + 3 points (21 % cette année contre 18 % l'année dernière).

Le motif d'épargne pour parer aux imprévus continue à devancer les autres, mais avec une conception de l'imprévu qui évolue.

- tout comme l'année dernière, 72 % des Franciliens possédant un produit d'épargne déclarent épargner principalement pour pouvoir faire face à un imprévu, alors que l'épargne pour les projets n'est citée que par 46 %.

- dans les motifs d'imprévu, l'anticipation de situations exceptionnelles, qui avait fait un bond de + 24 points post-COVID-19 pour être citée par 44 % des épargnants franciliens en 2021, revient à un niveau élevé de 38 % en 2023 (après une accalmie en 2022, 30 %).

Au plan national. 73 % des épargnants français épargnent pour faire face à un imprévu, 44 % pour des projets. Tout en étant conséquent, le bond post-COVID-19 au profit de l'anticipation de situations exceptionnelles a été moindre au niveau national : + 15 % pour un motif d'imprévu cité par 23 % des épargnants en 2020, 38 % en 2021, 34 % en 2022, 37 % cette année.

Confrontés quotidiennement à une baisse de leur pouvoir d'achat en raison du cycle

inflationniste, 46 % des Franciliens ayant un produit d'épargne ont pourtant du mal à appréhender ses conséquences sur la valeur de leur épargne. Dans le détail : 15 % pensent que l'impact est positif et que leur épargne prend de la valeur ; 20 % estiment qu'il n'y a aucun impact sur leur épargne ; 11 % ne savent pas.

Au plan national. Le comportement des épargnants au niveau national est similaire au comportement observé pour les Franciliens.

« Le cycle inflationniste n'a que peu d'effets sur les comportements des épargnants français. Le taux d'épargne reste élevé et l'aversion au risque est une constante bien ancrée. Dans ce contexte, les professionnels se doivent d'être réactifs et innovants dans leur offre. »

Stellane Cohen, présidente d'Altaprofits.

Méthodologie : Le « Baromètre 2023 de l'Épargne en France et en régions » a été réalisé par Ifop du 3 au 12 avril 2023, auprès d'un échantillon de 2 407 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, et constitué selon la méthode des quotas. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne.

** Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante : « Baromètre Ifop pour Altaprofits, 2023 » et aucune reprise de l'enquête ne pourra être dissociée de cet intitulé.*

La restitution du « **Baromètre Ifop pour Altaprofits, 2023** »,
les données brutes et le communiqué national sont disponibles sur demande.

Contact presse :

Brigitte Huguet - Tél. + 33 1 46 34 78 61 - information-presse@altaprofits.fr

A propos d'Altaprofits : Altaprofits est une Société de Conseil en Gestion de Patrimoine sur Internet depuis 1999.

Son ambition : défendre les épargnants et leur proposer des solutions de placements sur Internet associées à l'expertise de conseillers en gestion de patrimoine.

Altaprofits propose :

- Des solutions en épargne, retraite et immobilier conçues pour tous les projets et avec des partenaires assureurs et sociétés de gestion d'actifs de renom. Ses contrats sont régulièrement récompensés par la presse financière et patrimoniale.

- Une équipe de conseillers à l'expertise patrimoniale reconnue qui accompagne les épargnants dans la construction, la valorisation et la transmission de leur patrimoine. Décryptage de l'actualité économique et financière, clarté et transparence constituent leurs priorités.

- Une plateforme internet altaprofits.com, pour consulter et interagir en toute sécurité et en temps réel sur l'épargne et un robo-advisor qui permet de suivre et d'optimiser la gestion financière de son contrat, en analysant quotidiennement le couple rendement/risque.

Au service de toutes les stratégies patrimoniales, les principaux domaines d'expertise d'Altaprofits sont l'assurance vie, la retraite, la prévoyance individuelle, l'investissement en immobilier à travers les SCPI et les produits de défiscalisation.

Altaprofits est une Société par Actions Simplifiée (SAS) au capital de 11 912 727,82 euros ayant son siège social au 35-37, rue de Rome - 75008 Paris. Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 535 041 669 et sur le registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance (www.orias.fr) sous le numéro 11 063 754. Tél. : 01 44 77 12 14 (*appel non surtaxé*).

Communication à destination des professionnels.